

Le nationalisme ethnique

Bernard Ravenel

La dimension géopolitique que prend la question du Kosovo dans le conflit en cours révèle combien les crises dans les Balkans, pour diverses qu'elles soient, nécessitent une solution globale. Cette crise générale et multiple, issue de la fragmentation de la Yougoslavie, concerne non seulement le Kosovo et la mini-Yougoslavie réduite à la fédération serbo-monténégrine mais aussi la Bosnie-Herzégovine, la Croatie, la Macédoine et l'Albanie.

Une approche comparative de ces pays balkaniques permettrait de mesurer le rôle exercé par la culture politique que porte le nationalisme ethnique dans le rapport sécurité-insécurité dans la région.¹

En effet le facteur principal qui relie toutes ces crises est constitué par le nationalisme, c'est-à-dire par la tentative idéologiquement formulée d'établir une légitimation ethnique nationale des pouvoirs politiques en construisant l'avenir d'une communauté *contre* (et non *avec*) ses propres voisins.

Quelle que soit la façon dont elle est menée, une telle légitimation représente une menace pour les pays limitrophes dans la mesure où elle est fondée soit sur la défiance vis-à-vis de «l'autre», soit sur des revendications controversées de nature historique ou culturelle, ce qui, logiquement et normalement, amène les pays voisins à réagir selon des mécanismes identiques à partir du moment où ils se sentent menacés par un tel comportement.

On mesure alors combien sont importants les critères qui doivent et devront définir l'organisation territoriale des pays balkaniques car ils sont destinés à peser de manière décisive dans le comportement de tous les acteurs politiques et militaires de la région.

Ce nationalisme balkanique aujourd'hui comme culture politique et comme idéologie d'Etat est fondamentalement raciste. Fondée sur la culture de la séparation des groupes ethniques, pratiquant le massacre col-

lectif, le viol, la purification ethnique, l'expulsion des populations, les pressions psychologiques sur les groupes minoritaires, cette culture politique devenue ethno-nationaliste ; elle est l'ennemi de la différence, c'est-à-dire de la démocratie et par conséquent devient une source d'insécurité et de guerre.

Un processus historique spécifique

Or la lutte pour la réalisation du principe de nationalité a eu sa période de gloire durable dans l'histoire des Balkans et dans la recomposition géopolitique de cette région à partir du début du XIXe siècle.

Dans une première phase, tout au long dudit siècle et jusqu'à la paix gréco-turque de 1923, ce principe a guidé et légitimé le démantèlement des empires (des Ottomans et des Habsbourg) au bénéfice d'Etats-nations successeurs incluant d'ailleurs la République turque...

La Révolution française et le romantisme allemand ont joué un rôle moteur dans ce «réveil» des nationalismes européens. En particulier les intellectuels des peuples slaves surent retrouver et reconstituer un passé, et une histoire, pour chacun de ces peuples. La renaissance des peuples balkaniques a surtout été un fait culturel avant de devenir un événement politique. En effet les dominations impériales s'étaient toujours efforcées de priver les différentes «nationalités» de leur propre histoire. Et par réaction les histoires nationales auront comme objectif principal de redessiner un passé «utile» à la légitimation de la revendication nationale. C'est dans ce cadre qu'autour de noyaux historiques reconstitués s'élaboreront des structures mythologiques qui permettront l'usage du mythe politique comme point d'appui pour légitimer et définir des Etats nationaux et les transformer en Etats ethno-nationaux.²

Dans cette élaboration, le déterminisme néo-romantique d'origine allemande (Herder et von Schläzer), c'est-à-dire l'idée que les nations sont destinées à trouver une issue «physiologique» naturelle dans une structure étatique va jouer un grand rôle dans la pensée des nouvelles élites politiques des Slaves du Sud.

C'est ainsi qu'au XIXe siècle va se former non pas un «sujet national» mais une élite politique disposant d'une autorité territoriale autonome ou indépendante qui entend monopoliser l'utilisation de la force et établir un certain niveau de contrôle sur les ressources matérielles placées sous sa juridiction. L'objectif principal est de se légitimer comme cause et condition du bien-être commun à travers des structures de socialisation politique et culturelle, comme l'école, le service militaire et aussi des ins-

titutions représentatives. Tel fut le processus de «construction nationale» (*nation building*) qui se mit en place au cours de cette période avec une référence particulière au modèle de la France caractérisée comme nation stabilisée à l'intérieur de frontières sûres, référence qui, précisément, par sa difficulté d'application concrète sur place, provoquera beaucoup de frustrations. En effet, et c'est là la dimension dramatique du cas balkanique, le mélange toujours recommencé de populations entières survenu au cours des siècles sur les terres balkaniques a rendu très problématique le tracé des frontières entre les nations «resurgies» au moment où l'on voulait former les Etats. Du milieu du XIXe siècle à nos jours, on a assisté à des contestations territoriales conflictuelles sans cesse renouvelées entre Hongrois et Roumains, entre Serbes et Croates, entre Serbes et Hongrois, entre Albanais et Grecs, entre Serbes et Albanais, entre Bulgares et Turcs, entre Grecs et Turcs... Telle est la «poudrière balkanique».

Mais il faut ajouter qu'en contre-tendance s'est réalisée l'unification yougoslave qui, en 1918, a regroupé dans une cohabitation politique des groupes nationaux différents et de tradition administrative différente (selon leur appartenance précédente à l'Empire ottoman ou à l'Empire austro-hongrois). Renouvelé, en 1945-46, cette unification yougoslave se s'est désagrégée à maintes reprises sous la pression de facteurs surtout internes. Mais on a vu pour le modèle titiste que les facteurs internes ont eu leur rôle à jouer, en particulier le principe de nationalité qui a été pour l'affirmation des élites «sécessionnistes» une ressource politique majeure.

Il faut donc prendre acte du fait que, dans la durée, s'est constituée chez les citoyens balkaniques une perception de l'Etat intégrant le spectre d'une catastrophe toujours possible. L'expérience des deux guerres mondiales a confirmé qu'aucun Etat de la région n'était à l'abri d'une telle éventualité, c'est-à-dire être démembré ou même supprimé. Et à la fin de ce siècle, la reprise de la décomposition politique des Balkans a alimenté dans les divers groupes ethno-nationaux des visions «paranoïdes» - d'ailleurs non toujours privées de fondement - concernant leur propre survie. Et cela concerne en particulier les frontières à défendre, à tracer, à déplacer ou à supprimer.

On comprend mieux alors la tendance toujours recommencée à tracer les frontières de manière à maximiser l'homogénéité ethnique et comment se mènent des politiques intérieures qui différencient les droits et les privilèges des citoyens sur la base de l'appartenance ethnique. Il s'agit alors d'une affirmation identitaire conçue de manière quasi religieuse, comme source suprême de droits et d'obligations (militaires par

exemple). A l'ethnicité est assigné le rôle de critère distinctif dominant et de source de représentation symbolique en soutien à une mobilisation politique et militaire. Dans cette situation de précarité inter-nationale, la différence ethnique est destinée à servir de ressource politique dans la lutte pour la distribution du pouvoir entre les états et éventuellement pour de nouvelles «sécessions».

Tel est, en schématisant, le processus d'ethnisation de la politique qui a repris dans la société post-communiste. Mais pour en connaître les modalités spécifiques, il faut le mettre en relation avec la crise du modèle communiste yougoslave.

Crise du modèle yougoslave et réaffirmation du nationalisme ethnique

Il paraît utile de rechercher les facteurs qui permettent d'expliquer les raisons internes ayant amené à la dissolution de l'unité fédérale yougoslave. Plus précisément ce sont les modalités spécifiques de cette crise qui permettent de mieux comprendre, non seulement cette situation mais aussi les motivations qui ont conduit au conflit armé avec toutes ses formes cruelles.

Il faut partir du modèle fédéral mis en place par Tito qui a appliqué un critère de représentation nationale avancé avec un modèle fédéral qui sauvegardait les prérogatives de chacune des républiques. En outre avec l'introduction de «l'autogestion», les Républiques comme les unités productives ont renforcé leur autonomie de gestion à la fois budgétaire et administrative. Le gouvernement fédéral disposait de peu de pouvoirs décisionnels à cause du droit de veto de chaque république. Par contre, il s'était doté d'un vaste appareil chargé plutôt des tâches de coordination et de redistribution des ressources dans la Fédération. Le fonctionnement politique de l'ensemble était garanti par l'autorité charismatique de Tito fondée sur la légitimité du combat antifasciste multinational.

Sur le plan économique, le régime a connu une certaine expansion qui peut se résumer ainsi : industrialisation, urbanisation, ouverture assez rapide à l'économie de marché même si subsistait une tendance autarcique, scolarisation de masse, liberté des déplacements à l'extérieur, tourisme international, pénétration des modèles culturels occidentaux. Il en est résulté une modification et une modernisation profondes de la structure sociale, une sorte de «révolution sociétaire» avec l'existence non seulement d'un fort prolétariat industriel mais d'un secteur tertiaire avancé,

d'une couche intellectuelle active, d'une protection sociale développée, de nombreuses entreprises dynamiques et de ferments de rénovation politico-culturelle (mouvements féministes et étudiants, revue critique *Praxis*.)

Mais dans la deuxième partie des années 70 et dans les années 80, deux ensembles d'événements économiques et politiques plongent le «modèle» dans une crise irréversible, celle de l'énergie, du système soviétique, avec la perte des marchés extérieurs ; c'est l'endettement démesuré, l'inflation. La chute du pouvoir d'achat qui s'ensuit provoque de vastes mouvements de grève qui ébranlent le régime. En outre les différences de développement entre le Nord et le Sud s'accroissent avec une Slovaquie et une Croatie dotées d'un réseau de PME qui s'articule avec les économies autrichiennes et allemandes et une Serbie qui apparaît surtout dotée de grandes unités de production difficilement convertibles. La crise touche surtout les couches sociales récemment urbanisées et produit un sentiment puissant d'insécurité sociale qui se voit redoublé par un sentiment d'insécurité politique provoqué par la mort de Tito en 1980.

Le régime yougoslave se trouve confronté à un double défi. Sur le plan économique : comment s'adapter aux nouvelles technologies et en particulier à la révolution informatique pour passer du stade industriel au «post-moderne» ? Sur le plan politique : comment modifier les formes de représentation pour assurer une nouvelle légitimation politique au système, surtout après la mort de Tito ?

La seule réponse donnée alors fut le renforcement du nationalisme économique de chacune des républiques. En effet, les tensions économiques et sociales prirent la forme de revendications liées aux intérêts du territoire «national» qui disposait d'une représentation institutionnelle. Déjà après le «printemps croate» de 1971, Tito avait répondu en 1974 par une extension des droits nationaux tout en maintenant le rôle guide du parti au niveau de la représentation politique.³ La seule dialectique politique possible était inter-républicaine. Cette limitation forte du cadre autorisé du débat, cette volonté de situer la compétition politique exclusivement sur le «territoire» n'ont pas permis le développement d'une opinion publique permettant la formation d'une démarche citoyenne.

C'est ce contexte qui a favorisé le sentiment d'appartenance ethno-républicaine avec la conviction que les difficultés rencontrées provenaient des autres républiques. Tel est le sens profond du célèbre mémorandum de l'Académie serbe de 1986 qui servit de programme politique à Milosevic et à la fraction conservatrice de la ligue des communistes serbes.

Dans toutes les républiques, avec l'appui des appareils politiques et économiques locaux s'impose l'idée d'une représentation fondée sur l'ethnicité et non sur la citoyenneté, d'où la tendance des gouvernements à représenter «la nation» et non les citoyens avec leurs différences. Cette affirmation d'appartenance axée sur l'ethnicité entend procurer une sécurité au moins pour le groupe ethnique majoritaire de chaque république. Cette tendance amène évidemment les groupes minoritaires à manifester leur inquiétude concernant l'avenir de leur propre sécurité. Du même coup la majorité suspecte la fidélité de la minorité : le mécanisme fatal de l'éclatement de la Yougoslavie devenu ainsi porteur d'insécurité pour tous est enclenché.

C'est alors le retour aux anciennes peurs, aux rancoeurs historiques, au «ressentiment»⁴ ; c'est bientôt l'exaltation des mythes politiques, le retour à l'idée de nation issue du XIXe siècle où nation et langue sont indissociables, où chaque nation a une mission et où s'établit un lien sentimental et passionnel entre territoire et nation que le nationalisme prétend inséparables. La question nationale est redevenue un fait ethnique. Dans ce climat reprennent vie les grands projets étatiques : pan-serbisme, pan-croatisme, etc. au nom du droit de toute nation à vivre dans un même Etat. Face à la crise économique, l'homogénéité ethnique est présentée comme la condition nécessaire à la survie et au dépassement de cette crise. Il devient alors «logique» de considérer toute minorité comme le «cheval de Troie» d'un voisin nécessairement hostile.

Toute cette idéologie (on devrait dire ce «fatras idéologique») apparaît pour les élites en place inquiètes de leur avenir politique et de leurs pouvoirs, comme une ressource politique providentielle car elle a le double avantage de donner une «réponse» à l'impasse économique et sociale du communisme yougoslave, dont ils sont responsables, tout en évitant une logique démocratique dangereuse pour elles. En effet ce processus a un ennemi : la différence, c'est-à-dire la société multiculturelle, la ville comme espace de confrontation et de dialogue, comme espace de démythification des mythes ethno-nationalistes utilisés comme catégorie de pensée et comme instrument d'action et de manipulations pour une légitimation non démocratique des sources du pouvoir.

L'ethno-nationalisme contre la démocratie et pour la guerre

Si la paix est en danger, s'il y a guerre, c'est bien d'abord parce que le nationalisme ethnique agresse la démocratie. Et la démocratie se fonde sur le gouvernement des différences, sur le métissage culturel, sur un Etat

de droit garantissant le droit des individus et des minorités. A l'opposé le nationalisme ethnique conçoit la différence comme une source d'opposition frontale, comme un danger face auquel il faut élever des barrières, des murs, et s'enfermer dans un camp retranché, précisément dans un cadre national ethnicisé.

Telle est la logique actuelle des nationalistes serbes dirigés par Milosevic. Mais à cette logique n'échappent pas les Albanais nationalistes de l'UCK ni les nationalistes croates, turcs ou roumains.

En dernière analyse, ces nationalismes, bien qu'ayant des spécificités historiques importantes, souvent mythifiées, sont de même nature, raisonnant sur le même mode, selon des mythes, des symboles et des paramètres identiques. La seule différence est dans le nom des héros ou dans les couleurs du drapeau mais aussi... dans la quantité d'armes à leur disposition. Il n'y a pas d'illusion à se faire ou à entretenir : si les nationalistes albanais, croates ou musulmans avaient eu plus d'armes que leurs ennemis serbes, les rôles auraient simplement été inversés. Obéissant à la même logique et avec les mêmes paramètres, leurs objectifs territoriaux sont incompatibles, d'où la logique de guerre que portent tous les nationalismes.

Par conséquent, c'est chaque nationalisme ethnique comme doctrine et comme pratique politique qui doit être combattu. Il faut donc mobiliser les consciences contre le nationalisme et contre les politiques qui font son jeu, d'où l'importance décisive du rôle de la communauté internationale qui, selon qu'elle favorise les courants démocratiques critiques vis-à-vis des nationalismes locaux ou qu'elle tend à soutenir un nationalisme ethnique contre un autre, influe de manière totalement différente sur les dynamiques à l'oeuvre sur place.

Ce qui est particulièrement préoccupant dans la logique de l'intervention de l'Otan, c'est que par son soutien au nationalisme de l'UCK elle ne crée pas les conditions d'une reconstruction de la confiance entre les ethnies qui composent le Kosovo. Bien au contraire, elle favorise l'homogénéisation ethnique des Serbes et crée les conditions pour que se constituent soit un partage ethnique du Kosovo soit des Etats ethniques. Si en effet les Albanais devaient constituer un Etat capable de regrouper tous les Albanais dans un territoire «national» agrandi, on déstabiliserait ce qui reste des institutions et de l'Etat albanais et on condamnerait à mort la Macédoine et la Bosnie-Herzégovine. Pourquoi alors se serait-on opposé à la Grande Serbie ? Et pourquoi les Hongrois devraient-ils accepter éternellement les privations territoriales qui leur ont été imposées par le Traité de Trianon en 1920.

On peut alors poser la question suivante : l'intervention militaire ou diplomatique n'est-elle justifiée que lorsqu'une communauté ethnique est menacée ? Car alors n'est-il pas évident que la répression ou le conflit entre nationalismes étouffent la démocratie dont l'absence constitue le facteur central d'insécurité et d'instabilité ?

Si la réponse à cette ultime question est positive, alors cela signifie que nationalisme et démocratie sont devenus incompatibles, de même que nationalisme et sécurité.

Cela signifie aussi que tant que l'on ne distinguera pas nettement la démocratie du nationalisme comme culture politique capable d'offrir une réelle sécurité aux groupes et aux individus en garantissant le respect des identités ethniques *sans* nationalisme, il sera non seulement impossible mais contre-productif d'opérer des interventions militaires et diplomatiques prétendant apporter des solutions stables, pacifiques et démocratiques aux crises balkaniques d'aujourd'hui. En d'autres termes, il ne suffit pas de demander d'arrêter la purification ethnique et les bombardements, il faut changer la forme Etat pour qu'on ne tire plus.

Bernard Ravenel

Notes :

1. Voir le rapport de Stefano Bianchini «*La guerre yougoslave, l'Europe et les Balkans, quelle sécurité ?*» présenté au colloque organisé par l'Université de Bologne et par la Faculté de sciences politiques de Forlì les 10-11 décembre 1993 ;édition italienne : «*Jugoslavia, perché ?*»,édition Gamberetti, Rome, avril 1995.
2. Fabio Martelli. *La guerra di Bosnia - violenza dei miti*,édition Il Mulino, Bologne 1997.
3. Tito a toujours été sensible à la question nationale en bonne partie grâce à la contribution austro-marxiste (Otto Bauer) élaborée avant la guerre de 14 dans l'Empire austro-hongrois dont il était originaire. Par contre, sur la question démocratique, il est resté marqué par la culture léniniste et stalinienne de la IIIe Internationale, c'est-à-dire par la fidélité au principe de la dictature du prolétariat. C'est le sens de sa bataille contre Milovan Djilas. C'est aussi la limite essentielle de la pensée politique du leader yougoslave.
4. Voir la notion de «nationalisme de ressentiment» chez Visna Pesic dans *Radiographie d'un nationalisme*,éditions de l'Atelier, Paris, 1998. Elle écrit notamment : «l'idée du ressentiment en tant que dimension affective et psychologique du nationalisme représente un facteur d'agressivité, et la politique fondée sur cette identité peut être considérée comme une préparation à la guerre» (p.36).